

Crédit aux SNF – France • Mars 2018

La croissance annuelle des crédits à l'équipement reste élevée

La croissance des crédits à l'investissement aux sociétés non financières se maintient à haut niveau en mars (+ 6,4 %, après + 6,7 % en février), toujours portée par les crédits à l'équipement. En raison d'un effet de base (la progression avait été très forte en mars 2017), ces derniers ralentissent toutefois légèrement (+ 7,9 % après + 8,3 % en février). Les crédits à l'immobilier continuent de décélérer (+ 4,2 %, après + 4,4 % en février et + 4,7 % en janvier) alors que crédits de trésorerie accélèrent (+ 3,2 %, après + 3,0 % en février et + 2,7 % en janvier).

Au total, le taux de croissance annuel des crédits aux SNF est quasi inchangé (+ 5,4 % après + 5,5 % en février).

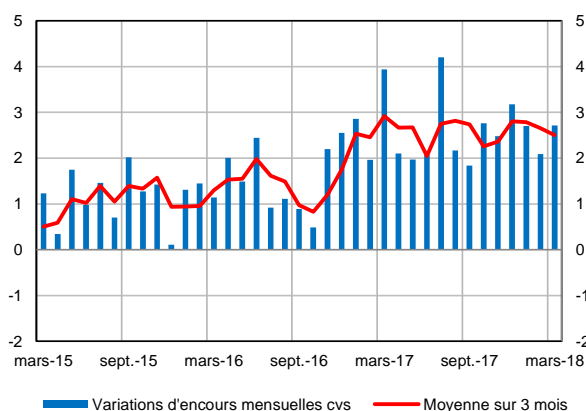
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut			
		Mars-18	Jan.-18	Fév.-18	Mars-18
Total	974	5,5	5,5	5,5	5,4
Investissement	689	6,8	6,7	6,7	6,4
Équipement	414	8,3	8,3	8,3	7,9
Immobilier	275	4,7	4,4	4,4	4,2
Trésorerie	227	2,7	3,0	3,0	3,2
Autres	58	1,2	1,9	1,9	1,9

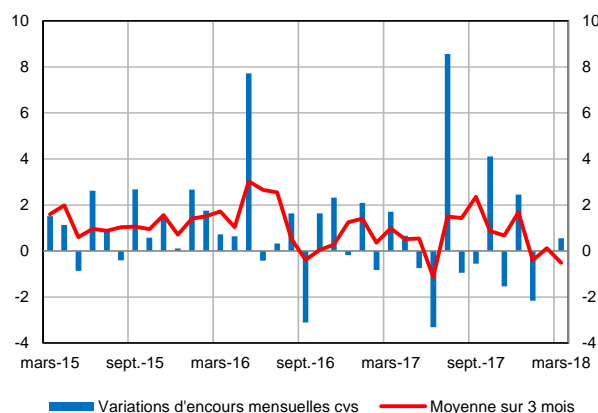
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

